



Sustainable Water
Integrated Management (SWIM) -
Support Mechanism



Project funded by
the European Union

Water is too precious to waste

**ANALYSE DES RÉPONSES À LA LISTE DE CONTRÔLE DE LA DISPONIBILITÉ DES
DONNÉES ET DES INFORMATIONS POUR LE S & E DES GPI/TGI DANS LES PAYS
PARTENAIRES DE SWIM**

Réunion régionale du Groupe d'experts pour le développement d'un système de S & E global
pour les GPI / TGI, Athènes, 2-4 septembre 2013

*Suzan Taha, expert en eau (SWIM-SM) et Juan Antoni Sagardoy, consultant senior dans la
gestion de l'eau*

Résumé de la présentation

- Cette présentation analyse les résultats de 7 questionnaires envoyés aux pays partenaires (PP) suivants: l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie.
- Les questionnaires ont été élaborés en deux parties:
 1. La partie A s'applique aux pays dotés d'un système de S&E, afin d'obtenir une vue d'ensemble de ces systèmes et des pratiques associées à leur mise en œuvre, sans aller dans le détail des thèmes explorés dans ces systèmes.
 2. La partie B tente d'identifier le type d'information recueillie auprès des organisations de fermiers (incluant les coopératives responsables de la distribution de l'eau), bien que ces informations n'entrent pas dans le processus de S&E.

Partie A. Résumé des réponses au questionnaire relatives aux pays dotés d'un système de S&E, afin de suivre et d'évaluer les programmes de GPI/TGI

Objectifs des systèmes de S&E et nombre d'indicateurs utilisés

	Objectives	Jordan	Tunisia	Egypt
A	To assess the geographical coverage (area (ha), number of irrigation systems transferred, locations and farmers involved) of the PIM/IMT program)	2	4	
B	To assess the degree of political commitment towards the process	3		
C	To assess the adequacy of the existing institutional arrangements in support of the establishment of the WUAs	2		9
D	To assess the technical and institutional performance of the WUAs	5-8	5	24
E	To assess the financial performance of the WUAs	2	2	4
F	To assess farmers needs for support to ensure the satisfactory performance of the WUAs	4	3	20
G	To assess the impact of WUAs establishment (crop production and socio economic issues)			10
H	Others - Please specify the "Others" if any:			42

Autres réponses pertinentes de la partie A (1)

1. Les systèmes de suivi sont mis à jour régulièrement (tous les 12 ou 6 mois, selon les pays). Tous les pays utilisent des outils de recueil similaires.
2. Les pays ont utilisé les «résultats» ou les modèles «participatifs» pour le développement de leurs systèmes de S & E. Bien que le modèle participatif est plus souhaitable, l'autre est aussi une alternative très valable.
3. Les trois pays ont fixé des objectifs à atteindre.
4. Le recueil des données est considéré comme comportant une difficulté moyenne à élevée, dans la ligne de la plupart des systèmes de suivi.
5. Tous les pays utilisent des méthodes similaires de recueil des données.

Autres réponses pertinentes de la partie A (2)

6. La responsabilité finale du recueil des données revient aux bureaux centraux, bien que les bureaux régionaux et locaux se chargent de cette tâche.
7. Tous les pays ont élaboré des manuels pour le recueil des données.
8. L'intégration du système de S&E dans l'opération régulière des AUE semble n'être que partielle, bien que les réponses de la Tunisie nécessitent d'être clarifiées.
9. Tous les pays utilisent les informations recueillies pour améliorer ou modifier leurs plans de GPI/TGI, mais d'autres objectifs sont également couverts par les pays.

Principales caractéristiques de la partie A

- L'Égypte, la Jordanie et la Tunisie sont dotés de systèmes de S&E pour l'évaluation de leurs programmes nationaux respectifs de GPI/TGI.
- Bien qu'il existe des différences notables dans le nombre des objectifs couverts et le nombre d'indicateurs (de 14 à 109), les systèmes couvrent leurs principaux objectifs de manière satisfaisante.
- Il existe un degré élevé de similarité entre les réponses des 3 pays. **Ceux-ci ont suivi des bonnes pratiques similaires.**

Partie B. Résumé des réponses au questionnaire relatives aux pays non dotés d'un système de S&E, afin de suivre les programmes de GPI/TGI

Section A: INFORMATIONS DISPONIBLES EN REGARD DU PROCESSUS DE CRÉATION DES AUE ET DES PRATIQUES ASSOCIÉES A CETTE ÉTAPE

Couverture géographique des programmes de GPI/TGI (B.1)

	Total Positive Responses	Performance
Total area covered by the PIM/IMT programme	3	Medium
Number of irrigation systems under the partial or total management of the farmers	2	Low
Number of farmers benefiting from the programme	4	Medium
Distribution of the transferred irrigation systems by administrative area/district	3	Medium
Regional Average	3	Medium

Système de classement: jusqu'à 2 pays: "faible": jusqu'à 4 pays: "moyen": jusqu'à 6 pays: "élevé".

Adéquation des dispositions institutionnelles (B.2)

Adequacy of institutional arrangements	No. of positive responses	Performance
Are the objectives of the PIM/IMT programme clearly defined?	5	high
Is there any Coordination Committee (or similar mechanism) established?	4	medium
Is the coordination effective?	3	medium
Is there a clear line of command in the implementation of the PIM/IMT Programme	2	low
Are the roles and responsibilities of the actors involved clearly defined	3	medium
Have adequate training programmes been defined for major stakeholders	4	medium
Regional Average	3.5	medium

Questions B.3 à B.5

- **Engagements financiers vis à vis du processus (B.3)**
 - L'Algérie, la Jordanie et la Tunisie ont indiqué disposer d'un très bon niveau d'information.
 - La plus grande partie du financement provient du gouvernement central et des organisations multilatérales.
 - Les ONG jouent également un rôle important.
 - Le niveau des informations financières semble satisfaisant.
- **Réformes légales des AUE (B.4)**
 - Des réformes légales ont été entreprises seulement par deux pays (la Palestine et la Tunisie).
 - Il s'agit de la principale raison expliquant pourquoi le processus de GPI/TGI dans la région progresse si lentement et sans fournir de résultats satisfaisants.
- **Réformes touchant l'organisme d'irrigation (ou le ministère concerné) (B.5)**
 - Les organismes d'irrigation ou les ministères concernés ont entrepris certaines réformes découlant du processus de GPI/TGI dans la plupart des pays.
 - Il s'agit là d'un résultat significatif, surtout si l'on considère que trois de

Principales caractéristiques de la partie B, section A

Section A du questionnaire

1. La couverture géographique des données concerne la localisation des systèmes, le nombre de fermiers impliqués et il s'avère que leur distribution régionale est faible. Il s'agit d'une très importante faiblesse pour l'évaluation des progrès du programme GPI/TGI
2. L'absence de ligne de commandement claire dans la mise en œuvre du TGI semble être une lacune courante, mais le reste des dispositions institutionnelles sont classées de moyennes à élevées
3. Le niveau des informations financières au niveau du gouvernement semble satisfaisant. Les gouvernements centraux sont les principaux bailleurs de fond, ainsi que les agences bilatérales
4. Des réformes légales ont été entreprises seulement par deux pays. Il s'agit de la principale raison expliquant pourquoi le processus de GPI/TGI dans la région progresse si lentement et sans fournir de résultats satisfaisants.
5. Les agences pour l'irrigation ou les ministères concernés ont entrepris certaines réformes découlant du processus de GPI/TGI. Deux pays rapportent même une réduction du personnel.

Partie B. Résumé des réponses au questionnaire relatives aux pays non dotés d'un système de S&E, afin de suivre les programmes de GPI/TGI

Section B: INFORMATIONS RELATIVES AU PROGRAMME DE MISE EN OEUVRE DES AUE ET DES PRATIQUES ASSOCIÉES A CETTE ÉTAPE

Campagnes de sensibilisation et événements liés

- Les six pays ayant répondu au questionnaire ont rapporté qu'ils avaient entrepris des campagnes de sensibilisation destinées aux fermiers touchés par les GPI/TGI, et
- trois pays rapportent qu'ils ont effectué le suivi et l'évaluation des résultats de ces campagnes, ces résultats étant exploitables pour seulement deux d'entre eux.
- La Tunisie indique avoir couvert toutes les bonnes pratiques dans ce domaine, imitée par la Jordanie. Seuls ces deux pays ont indiqué avoir utilisé la télévision et la radio pour informer les fermiers du programme GPI/TGI.
- Cinq pays rapportent qu'ils ont organisé des réunions avec les parties prenantes concernées, tandis que des circuits d'étude à l'intention des fermiers et le personnel ministériel ont été organisés par ces mêmes pays.

Étapes entreprises par l'agence pour l'irrigation dans la création des AUE (B.5)

Le processus de mise en œuvre des GPI/TGI a été divisé en 12 étapes.

- La Jordanie et l'Égypte rapportent qu'ils ont achevé les 12 étapes, tandis que
- la Tunisie et le Maroc ont indiqué qu'ils ont mené à bien 7 étapes, et la Palestine 5.

Ceci montre que la Jordanie et l'Égypte ont été très minutieux dans la mise en œuvre des 12 étapes, tandis que les autres pays ont entrepris des raccourcis importants,

Services de support fournis après la création des AUE. (B.7)

	No. of Positive Responses ⁷	Performance
Extension	5	High
Agribusiness	1	Low
Marketing	1	Low
Credit for WUAs and farmers	1	Low
Dispute resolution	2	Low
Training in technical aspects	6	High
M&E of management performance	3	Medium
Subsidy for the cost of water	3	Medium
Government assistance for the rehabilitation and improvement	5	High
Easy communication with the irrigation agency	4	Medium
Government support for the establishment of networks of WUAs at regional or national level	3	Medium
Ensuring fair elections	5	High
Regional Average	3.3	Medium

Principaux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre (B.8)

Problèmes les plus importants

Problèmes les moins importants

WUA cannot apply sanctions	Politician's resist IMT
Weak legal framework for IMT	Agency reform & staff disposition or relocation
Inadequate farmers' payment for O&M	Resistance to IMT by local government
Irrigation Systems heavy deterioration	Farmers resist IMT
Inadequate support services	No clear/single IMT policy or programme
	Democratic elections of WUA officers difficult to achieve
	Conflicts between farmers/villages

Israël et l'Algérie n'ont pas répondu à ces questions

Sources et utilisation des informations (B.9)

Sources d'information sur les problèmes rapportés (B.9)

- Parmi les sources proposées dans les questionnaires, les plus citées sont: "des rapports gouvernementaux" et "des questionnaires spécifiques". Seuls deux pays (l'Égypte et la Jordanie) ont fait référence au système de S&E et aux rapports des AUE comme sources d'informations pour les problèmes indiqués au point "d".

L'information du point "d" est-elle utilisée pour guider/modifier le programme GPI/TGI ? (B.9)

- La Jordanie et la Tunisie ont répondu positivement à cette question. Les autres pays ont répondu "non" ou n'ont pas répondu du tout. Ceci peut indiquer un médiocre retour sur les problèmes rencontrés lors du développement des programmes et/ou que les sources d'information ne sont pas utilisées.

Principales caractéristiques de la partie B (2)

Section B du questionnaire

1. Tous les pays semblent bien informés des besoins en termes de **campagnes de sensibilisations auprès des fermiers**, et ont utilisé différentes méthodologies pour les mettre en place.
2. Seuls deux pays ont suivi les **principales étapes de mise en œuvre de la "feuille de route"**. Les autres pays ont accompli environ la moitié des étapes potentielles. Ceci met en lumière d'importantes lacunes dans la stratégie de mise en œuvre.
3. Les services de support suivant le transfert sont également limités, mais il existe une bonne compréhension de leur nécessité.
4. **Les problèmes affectant le processus sont connus**, mais cette information est rarement utilisée pour améliorer la stratégie de mise en œuvre, excepté en Tunisie et en Jordanie, qui indiquent utiliser l'information à l'amélioration du processus.

Partie B. Résumé des réponses au questionnaire, relatives aux pays non dotés d'un système de S&E pour le suivi des programmes de GPI/TGI

Section C: INFORMATIONS RELATIVES à la performance de la gestion DES AUE ET AUX PRATIQUES ASSOCIEES A CETTE ETAPE

Fonctions des AUE (B.10)

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Performance
Distribution of irrigation water	√	√	√	√	√	√		6	High
Drainage(soft maintenance)*						√		1	Low
Maintenance		√	√	√	√	√	√	6	High
Financial and administrative control		√		√	√	√		4	Medium
Agribusiness								0	Nonexistent
Management of wells		√		√		√	√	4	Medium
Rehabilitate or improvement of irrigation system		√		√	√	√		4	Medium
Contribute to the watershed management				√				1	Low
Total by country	1	5	2	6	4	6	2		
Regional Average								3.3	Medium

Questions B.11 et B12

- **Couverture hydraulique des AUE (B.11)**

- Seuls 3 pays ont répondu. L'Égypte et la Tunisie ont indiqué que leurs systèmes couvraient "un canal secondaire et parfois des canaux primaires". La Jordanie a indiqué ne couvrir que des canaux tertiaires.

- **Fournisseurs de services techniques (B.12)**

- Israël, le Maroc, la Jordanie et la Tunisie ont répondu positivement. Les autres pays ont répondu négativement. Il s'agit là d'une sérieuse lacune concernant la gestion efficace des systèmes d'irrigation

Droits juridiques des AUE (B.13)

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Performance
Water right or Water concession		√		√		√		3	Medium
WUAs Can cut water supply to members		√		√	√			3	Medium
WUAs Can fine members		√		√	√	√	√	5	High
WUAs Can have a bank account		√	√	√		√	√	5	High
WUAs Can have properties		√	√	√			√	4	Medium
WUAs Can contract services		√	√	√		√		4	Medium
WUAs canals have right of way			√	√		√	√	4	Medium
WUAs Can impose payments of fees to members		√		√		√	√	4	Medium
Total by country	0	7	4	8	2	6	5		
Regional Average	4								Medium

Droits et responsabilités des membres des AUE (B.14)

Rights of the member of the association	Total number of countries	Performance
Water right held by the members	3	Medium
Voting rights	7	Very High
Member can get compensations for damages	2	Low
Members must provide land for construction/repairs of Infrastructure	4	Medium
Payment of fees	5	High
Membership is obligatory	1	Low
Regional Average	3.7	Medium

La couverture la plus large des droits mentionnés revient à la Jordanie (droits 1 à 5), suivie par l'Égypte et la Tunisie (4).

Adéquation du fonctionnement du système d'irrigation (B.15)

Column1	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
Degree of satisfaction of the farmers with the irrigation scheduling			√		√			2	Low
Delivery performance index	√		√			√		3	Medium
Delivery reliability index	√		√					2	Low
Head/tail water allocation index	√		√			√		3	Medium
Number of disputes over water allocation			√					1	Low
Adequacy of the annual allocation of water	√		√			√	√	4	Medium
Irrigation distribution efficiency	√		√*			√	√	4	Medium
Total by country	5		7		1	4	2		
Regional Average	2.4								Low

D'importantes lacunes d'information pour la plupart des pays, exceptée la Jordanie. L'Égypte a indiqué qu'il n'est pas de la responsabilité de son département de recueillir cette information

Adéquation de la maintenance (B.16)

- Une couverture très satisfaisante de l'information concernant les 8 indicateurs suivants est mentionnée par l'Algérie, la Jordanie et la Tunisie (7 indicateurs sur 8):
 1. Écart entre les niveaux souhaités de maintenance et ceux obtenus
 2. Niveau d'envasement des canaux et évacuations
 3. Fréquence des travaux de maintenance
 4. Augmentation/réduction de l'engorgement et des zones de drainage touchées
 5. Augmentation/réduction des coûts de maintenance
 6. Temps requis pour réparer les ruptures importantes
 7. Nombre de ruptures dans l'équipement de pompage
 8. Nombre de réclamations
 9. Autres
- Ici, l'Égypte rapporte que ce type de données n'est pas de la responsabilité de son département. Les autres pays indiquent une absence totale d'information disponible afin d'évaluer l'adéquation des travaux de maintenance pris en charge par les AUE.

Adéquation du système financier (B.17)

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
Annual financial resources available at the WUA.		√	√	√		√	√	5	High
Government subsidies to the expenditures of the WUA.		√	√	√		√	√	5	High
Distribution of the collected money by destination (the amounts (or the percentage) that goes back to the irrigation agency, to the WUAs, etc)			√			√		2	Low
Water users' payment rate		√	√	√		√		4	Medium
Cost of major rehabilitation works			√	√		√		3	Medium
Rate of government/farmers contributions to major rehabilitation works				√		√		2	Low
Total by country		3	5	5		6	2		
Regional Average	3.33								Low to medium

Pratiques comptables (B 18)

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Performance
Accounting system according to national regulations		√	√			√		3	Medium
Rules for the distribution of costs among users		√		√		√	√	4	Medium
Existence of a committee that control the correctness of the accounts		√	√			√		3	Medium
Annual budget compared with the planned expenditures						√		1	Low
Total by country	0	3	2	1	0	4	1		
Regional Average	2.5								Low to medium

Évaluation de la qualité de la gestion

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Performance
Manual of organization and functions			√			√	√	3	Medium
Criteria for the selection and evaluation of staff			√				√	2	Low
Established communication system with the water users			√			√	√	3	Medium
Guidelines for the preparation of the Strategic Development Plan for the coming 5 years						√	√	2	Low
Procurement practices and contract negotiation						√	√	2	Low
Monitoring and Evaluation (M&E) system			√			√	√	3	Medium
The M&E system is well integrated with the PIM/IMT process of implementation						√	√	2	Low
Documentation unit (technical and financial) of the WUA			√			√		2	Low
Number of meetings held by the Administrative Board		√	√			√	√	4	Medium
Rules of the Administrative Board		√	√			√	√	4	Medium
Guidelines for budget preparation			√			√		2	Low
Website established and updated regularly							√	1	Low
Training programmes for staff of the WUA			√			√	√	3	Medium
Preparation of annual reports		√	√			√	√	4	Medium
Total by country	0	3	10	0	0	12	12		
Regional Average	2.6								Low to medium

Principales caractéristiques de la partie B (3)

Section C du questionnaire:

- 1. Fonctions des AUE.** L'image qui émerge montre que Israël, le Maroc, la Palestine et la Tunisie satisfont à la plupart des fonctions mentionnées. Pour autant, les autres pays font preuves d'importantes lacunes en faisant mention de fonctions limitées attribuées aux AUE, ce qui méritera une attention particulière à l'avenir.
- 2. Couverture hydraulique des AUE.** La plupart des AUE ont des responsabilités limitées en terme de système hydraulique (canaux tertiaires), mais dans certains pays, elles couvrent des régions plus étendues, ou l'ensemble du système d'irrigation. Une couverture limitée de la région a une forte incidence sur la viabilité économique des AUE.
- 3. Fournisseurs de services techniques.** Environ la moitié des pays a recours aux services d'un personnel technique pour la gestion des AUE, mais l'autre moitié non, ce qui affecte certainement les performances de ces dernières.
- 4. Droits juridiques des AUE.** La couverture des droits légaux est élevée pour 3 pays et moyenne pour les autres pays, ce qui constitue une couverture satisfaisante.
- 5. Droits et responsabilités des membres des AUE.** On observe une couverture moyenne des droits répertoriés, ainsi qu'une importante variation selon les pays. Ceci est une marque de la faiblesse du cadre légal.

Principales caractéristiques de la partie B (4)

Section C du questionnaire:

6. **Adéquation du fonctionnement du système d'irrigation.** L'information disponible, relative aux différents paramètres permettant de juger de l'adéquation du fonctionnement des systèmes d'irrigation est faible. De ce fait, l'évaluation de la performance des AUE, la plupart du temps, incomplète.
7. **Adéquation de la maintenance.** L'Algérie, la Jordanie et la Tunisie indiquent une bonne couverture des informations concernant la maintenance, mais les autres pays font montre d'une couverture faible à moyenne. Ces informations limitées restreignent l'évaluation de la performance des AUE.
8. **Adéquation du système financier et bonnes pratiques de comptabilité.** Israël, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie font preuve d'une bonne couverture de l'information concernant le système financier. L'Égypte dispose d'informations très limitées, et pour les autres pays, aucune mention n'est rapportée. On peut donc conclure à une disponibilité faible à moyenne de l'information. Les associations en Israël, Jordanie, au Maroc et en Tunisie semblent satisfaire à la plupart des bonnes pratiques. De manière générale, les pays sont notés de "faible" à "moyen" s'agissant de leur conformité à ces pratiques.
9. **Évaluation de la qualité de la gestion.** Concernant les 14 pratiques répertoriées, visant à assurer la qualité de la gestion des AUE, la Jordanie, la Tunisie et l'Égypte satisfont à la plupart d'entre elles. Israël satisfait à seulement trois bonnes pratiques, tandis que les autres pays n'ont mentionné aucune information. La performance générale autour de ces pratiques dans les PP est notée de "faible" à "moyenne", et indique d'importantes variations selon les pays.

Partie B. Résumé des réponses au questionnaire, relatives aux pays non dotés d'un système de S&E pour le suivi des programmes de GPI/TGI

Section D: INFORMATIONS LIÉE À L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA CRÉATION DES AUE

Informations liées au fonctionnement et à la maintenance (B.18)

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
Increase/decrease in water resources transferred to the WUA	√	√	√			√		4	Medium
Reduction of the overall water use per hectare by the farmers	√	√	√					3	Medium
Reduction of use of polluted water in irrigation	√							1	Low
Irrigation system expanded	√			√		√		3	Medium
Change in irrigated area	√					√		2	Low
Total by country	5	2	2	1	0	3	0		
Regional Average	2.6								Low to medium

Amortissement des coûts

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
% Annual Reduction of government expenditures in O& M of irrigation systems	√		√			√	√	4	Medium
Water users' payment rate	√	√	√			√		4	Medium
Farmers awareness about costs, benefits and risks	√		√				√	3	Medium
Total by country	3	1	3	0	0	2	2		
Regional Average	3.7								Medium

Gestion des AUE.

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
Number of farmers supporting the WUA management			√				√	2	Low
Percentage of leaders of the association that are women			√				√	2	Low
Farmers awareness about their rights , functions and responsibilities			√			√	√	3	Medium
Total by country	0	0	3	0	0	1	3		
Regional Average	2.3								Low

Questions socio-économiques

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
Annual cropping intensity		√	√		√	√		4	Medium
Crop yield per unit of water used		√	√					2	Low
Land profitability			√					1	Low
Gross value of production (GVP)			√			√		2	Low
Gross value of production / Irrigated cropped area			√					1	Low
GVP/Crop Water Requirements (CWR)	√		√			√		3	Medium
Water profitability			√			√		2	Low
Total by country	1	2	7	0	1	4	0		
Regional Average								2.1	Low

Liées à l'environnement (B.21)

	DZ	IL	JO	MO	PA	TN	EG	Total	Availability of Information
Production area lost due to soil salinity and water logging	√					√		2	Low
Incidence of water related diseases		√						1	
Total by country	1	1	0	0	0	1	0		
Regional Average								1.5	Low

Observations générales sur la partie B, section D

- Un effort a été fait dans l'élaboration du questionnaire afin de réduire le nombre d'indicateurs dans cette section car il est généralement un point faible du S & E.
- Il est évident que la couverture de l'information sur les impacts est généralement faible. *Cela semble être une grave lacune qui indique qu'au niveau régional on connaît mal l'impact positif ou négatif des politiques et des programmes GPI / TGI.*

Principales caractéristiques de la partie B (5)

Section D du questionnaire:

- Les informations disponibles concernant les impacts sont généralement faibles. Cela semble être une grave lacune qui indique qu'au niveau régional on connaît mal l'impact positif ou négatif des politiques et des programmes GPI / TGI.

Conclusion générale

- L'image qui se dessine à un niveau régional est que les 3 pays dotés d'un système de S & E couvrent les aspects les plus importants, mais ont également des lacunes importantes dans l'information recueillie.
- Pour ceux qui ne possèdent pas un tel système, l'information existante indique qu'ils semblent intéressés par ce genre d'information, mais qu'il manque un effort pour l'intégrer dans un système de S & E régional commun.

Merci pour votre attention !

Adresse électronique: www.swim-sm.eu

Contacts courriels:

info@swim-sm.eu

Suzan Taha: s.taha@swim-sm.eu

Juan Sagardoy: sagardoy22@alice.it